



Taxer, exclure, précariser : la politique de Macron envers les étudiant·e·s étranger·e·s *L'UNEF dit non à la suppression des APL pour les étudiant·e·s étranger·e·s non boursiers !*

Depuis 2017, les étudiant·e·s étranger·e·s sont la cible d'Emmanuel Macron et de ses politiques de casse sociale. En effet, quoi de mieux pour faire plaisir à l'extrême droite que de faire passer pour responsables du déficit les étranger·e·s. Cette rengaine raciste, Macron ne l'a pas inventée mais l'a bien utilisée.

Les étudiant·e·s étranger·e·s, une cible de Macron depuis le début

En 2019, il explique que le déficit des universités se creuse à cause des étudiant·e·s étranger·e·s qui abusent de l'accueil de la France et ces dernier·e·s doivent désormais payer presque 3000 euros une année de licence. En plus d'une rupture d'égalité manifeste, cette mesure constitue une attaque raciste. La ministre de l'Enseignement supérieur de l'époque explique que l'objectif est d'attirer davantage d'étudiant·e·s américain·e·s ou asiatiques au détriment des étudiant·e·s africain·e·s.

Aujourd'hui, son nouveau gouvernement propose d'augmenter à **100 euros** la taxe que ces étudiant·e·s doivent payer pour demander ou pour renouveler leur visa. Pire encore, sous couverts d'arguments fallacieux, le gouvernement supprime les aides au logement pour les étudiant·e·s étranger·e·s non-boursier·e·s. Partant du principe que le statut de non-boursier·e·s est synonyme de prospérité financière, **le gouvernement veut appauvrir encore plus 300 000 étudiant·e·s qui font déjà partie des étudiant·e·s les plus précaires.**

La triple précarité des étudiant·e·s étranger·e·s

Les étudiant·e·s étranger·e·s subissent une triple précarité. Une précarité administrative du fait du parcours administratif compliqué pour s'inscrire à l'université, à la sécurité sociale ou encore demander un visa. Une précarité pédagogique car le fossé notamment linguistique entre leur pays d'origine et la France peut être grand et les universités n'ont pas les moyens d'accompagner individuellement les étudiant·e·s étranger·e·s. Enfin, ces dernier·e·s subissent également une précarité financière alarmante. Avec des frais d'inscription multipliés par 16, une exclusion du système de bourses sur critères sociaux et des taxes multiples, la différence du coût de la vie avec un·e étudiant·e français·e est de +14%.

L'UNEF appelle au retrait de ces mesures injustes et xénophobes et lance une pétition pour exiger l'égalité dans l'accès des APL. Dans un contexte de montée de l'extrême droite, les macronistes doivent cesser de faire le marchepied de l'extrême droite en contribuant à leurs discours de haine xénophobe et raciste.